

TANGER

# Escalade de la haine

Depuis le 30 juin, date du début de l'opération d'évacuation de 85 appartements squattés par environ 400 Subsahariens à Tanger, des centaines de migrants se réfugient dans les forêts avoisinantes ou sur le parvis de l'église espagnole de la ville et vivent en attendant l'accalmie.

Évacuation de migrants dans le quartier d'Al Irfane à Tanger le 2 juin 2015.



« **R**etournez dans la cour ! Ils vont vous arrêter si vous restez là », crie une militante associative à la vingtaine de migrants agglutinés sur le trottoir, en face de l'église espagnole de Tanger. Sur l'esplanade de l'édifice religieux, à quelques encablures de Médil et de l'hôtel El Minzah, d'autres Subsahariens font les cent pas sous un soleil de plomb ou restent assis sur le perron, le regard vide. Ils seraient environ une centaine à se réfugier ici depuis l'évacuation des logements squattés. « Il y a des personnes qui dorment dehors sur des cartons avec leurs enfants. Les femmes enceintes et les infirmes sont les seuls à pouvoir entrer dans le bâtiment », explique Othman Halhou, membre de l'Association rencontre méditerranéenne pour l'immigration et le développement (ARMID). « D'autres Subsahariens se cachent dans les forêts, mais ils ne sont pas tirés d'affaire. La police poursuit les arrestations et les expulsions vers d'autres villes comme Oujda, Agadir ou Taroudant », assure-t-il. Une centaine d'autres migrants ont élu domicile à la faculté des sciences de la ville du détroit.

#### Racisme ordinaire

Cédric acquiesce tristement. Le Camerounais logeait au quartier de

Boukhalef pendant l'opération du 30 juin dernier. « Ils sont venus la veille pour nous sommer de quitter les lieux, raconte-t-il. Le lendemain, à six heures du matin, ils sont arrivés, gyrophares hurlants, et ont commencé à nous expulser manu militari. Toute la zone était quadrillée. Des hélicoptères survolaient les immeubles. C'était très musclé. Heureusement, j'ai réussi à tromper leur vigilance et à me faufiler jusqu'ici. »

Annick, elle aussi, s'est échappée ce jour-là. Depuis, la Camerounaise de vingt-cinq ans et son enfant dorment sur le parvis de l'église en attendant de trouver un nouveau logement. « Les gens refusent de nous louer ou profitent de notre situation. Là, un monsieur m'a demandé 2000 DH de caution et 2000 de loyer, tout de suite. L'agence, elle, réclame 2000 DH. Or, je n'ai que 3000 sur moi. » Cédric, lui, a trouvé une chambre à 500 DH par mois. « Mais je n'ai plus un sou et j'ai

honte de demander de l'aide une fois de plus à ma famille au Cameroun. C'est moi qui suis censé leur envoyer de l'argent, pas eux », se plaint-il. Mais le jeune homme et ses « frères » ne baissent pas les bras. Depuis deux jours, les recherches de logement s'intensifient. « Avant-hier, un prêtre est

« Les gens refusent de nous louer ou profitent de notre situation »

venu nous dire que nous n'étions plus les bienvenus dans l'église, qu'il ne pouvait pas nous protéger de la police », se désole Cédric, qui ne s'attendait pas non plus à être évacué par les autorités en plein ramadan. Ici, comme dans son pays, l'usage veut que les procédures d'expulsion ne soient pas appliquées durant le mois sacré.

### Jungles en béton

Abibatou vient d'arriver de la « brousse » avec ses deux enfants. « Regardez leurs bras, ravagés de piqûres de moustiques. Nous y avons passé toute la semaine, cachés dans une plantation, mais le propriétaire nous a trouvés. Je l'ai supplié de nous laisser dormir mais il a arrosé tout son champ pour qu'on s'en aille », fulmine l'Ivoirienne, éreintée par le racisme ordinaire qu'elle subit depuis son arrivée à Tanger il y a un mois. Selon elle, « à Boukhalef, les femmes nous disaient qu'on faisait peur à leurs enfants avec notre peau noire. Des voisines nous versaient des seaux d'eau sur la tête depuis leurs fenêtres. » Sur ce sujet, Cédric est intarissable : « Il y a eu une véritable campagne de haine dans le quartier ces dernières semaines. Des gens sortaient de grands drupeaux marocains et hurlaient dans des haut-parleurs que les noirs semaient la zizanie, se saoulaient, détruisaient les maisons, salissaient le »





Lors du raid du 2 juin, des migrants tentent d'échapper à la police.

» *voisinage, mangeaient en pleine journée durant le ramadan, et je ne sais quels autres mensonges et calomnies.* » Le Camerounais sait, malgré tout, qu'il ne faut pas généraliser : « *Tous les Marocains ne sont pas racistes, évidemment, mais après ce qui s'est passé, je ne peux ni empêcher de penser à ce dicton de chez moi : c'est une dent cariée qui gâche toutes les autres.* » Othman Halhouf, le militant de l'ARMID déplore : « *Des voyous ont été galvanisés par ces discours haineux et se sont mis à attaquer les Subsahariens, à provoquer des bagarres. Le vivre-ensemble est inexistant dans ces quartiers malheureusement.* ». Il accuse les autorités de laisser pourrir la situation au lieu d'être présentes dans ces banlieues et d'éviter toute escalade de la violence.

*se plaignaient de ces occupations illégales* », explique Salma Taoud, du CNDH Tanger. Ce dont témoigne un habitant du quartier. « *Nous les Marocains, on boisse et on paie, eux ils prennent des appartements et y vivent en grand nombre, sans rien payer parfois. Ce n'est pas juste* », peste-t-il.

Les tensions à Boukhalef sont directement liées à des questions de logement. Une source au CNDH concède : « *Il y a bel et bien un réseau de marchands de sommeil, tenus par des Marocains rejoints par quelques migrants, qui louent des appartements à des Subsahariens et les en expulsent sans ménagements quand ils veulent remettre la main dessus en faisant appel à des habitants* ». D'où les retours de flamme chaque été, dans ce quartier, au moment de l'arri-

vée de MRE et de touristes. Pour le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (GADEM), les évacuations policières pour mettre un terme à cette situation violent la loi régissant les expulsions locatives. « *Chaque propriétaire doit engager une procédure individuelle (...) Il doit saisir le juge civil, qui, seul, peut autoriser l'expulsion* », rappelle l'ONG dans un communiqué pointant du doigt la mort d'un migrant « *après une chute d'un immeuble dans les mêmes conditions que Moussa Seck en octobre 2013.* » De son côté, la wilaya de Tanger affirme par le biais de la MAP que l'évacuation des 400 Subsahariens des 85 appartements de Boukhalef s'était déroulée dans de bonnes conditions et que le décès du migrant était dû à une agression à l'arme blanche « *dans la cour d'un immeuble situé loin des lieux de l'intervention.* » En attendant des solutions moins radicales, la situation des Subsahariens n'est pas près de s'améliorer dans l'immédiat. ■

**Les tensions à Boukhalef sont directement liées à la question du logement**

SANA GUESSOUS @telquelofficial